Globethics Repository



Un nouveau programme radical pour la justice climatique

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Preprint
Authors	La Via Campesina
Publisher	La Via Campesina
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-15 20:24:54
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/175644

Déclaration de Poznan publiée par l'alliance « Justice Climatique Maintenant ! »

12 décembre 2008

Des membres de « Justice Climatique maintenant ! » - alliance mondiale de plus de 160 organisations sont à Poznań depuis deux semaines pour suivre de près les développements des négociations des Nations Unies sur le climat. Cette déclaration représente notre point de vue sur la Conférence des Parties n°14 et présente nos principes pour réaliser la justice en matière de climat. **L'urgence de la justice dans la lutte pour le climat**

Nous ne pourrons pas stopper les changements climatiques si nous ne changeons pas l'économie néolibérale et axée sur les corporations qui nous empêche de réaliser des sociétés viables. Il faut mettre fin au processus de globalisation par les grandes entreprises.

La responsabilité historique pour la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre incombe aux pays industrialisés du Nord. Bien que la responsabilité première du Nord à réduire ses émissions ait été reconnue par la Convention, ses habitudes en matière de production et de consommation continuent à menacer la survie de l'humanité et la biodiversité. Il est urgent que le Nord passe rapidement à une économie de faible production de carbone. Dans le même temps, afin d'éviter de suivre ce modèle dangereux d'industrialisation à fortes émissions de carbone, le Sud a droit à des ressources et des technologies pour faire la transition.

Nous pensons que toute « vision partagée » pour faire face à la crise climatique doit commencer par la justice en matière de climat et une remise en question fondamentale du modèle de développement dominant.

Les Peuples Indigènes, les communautés de paysans et de pêcheurs, et spécialement les femmes de ces communautés, vivent en harmonie avec la Planète et sur un mode durable, depuis des millénaires. Ils ne sont pas seulement les plus affectés par le changement climatique, mais aussi par les fausses solutions proposées, comme les agro-carburants, les méga-barrages, la modification génétique, les plantations d'arbres et les systèmes de compensations de carbone. En lieu et place des programmes inspirés par les marchés, leurs pratiques durables devraient être vues comme offrant les vraies solutions au changement climatique .

L'UNFCCC EN CRISE

Les gouvernements et les institutions internationales doivent reconnaître que les mécanismes de Kyoto n'ont pas réussi à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les principes de la Convention structurelle des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) – responsabilités communes mais différenciées, équité intergénérationnelle, et pollueur-payeur ont été sabordés en faveurs des mécanismes du marché. Les trois principaux piliers de l'accord de Kyoto : le mécanisme de développement propre, la mise en œuvre conjointe et programmes d'échanges des émissions ont été complètement inefficaces d ans la réduction des émissions et cependant restent au centre des négociations.

Kyoto est basé sur des mécanismes d'échange de carbone qui permettent aux pays du Nord de continuer comme si de rien n'était en finançant des projets de « développement propre » dans

des pays en développement ou en transition. C'est un programme conçu délibérément pour permettre aux pollueurs de ne pas réduire leurs émissions chez eux. Les projets de mécanismes de développement propre, qui sont censés soutenir le « développement durable » incluent des projets d'infrastructure tels que de grands barrages, des centrales au charbon et des plantations d'arbres en monoculture. Non seulement ces projets ne réussissent pas à réduire les émissions de carbone, mais elles accélèrent la privatisation et la mainmise du monde naturel par les grandes entreprises au détriment des communautés locales et des Peuples Indigènes.

Les propositions mises sur la table à Pozna'n vont dans la même direction.
Dans les négociations actuelles, les pays industrialisés continuent à baser leurs actions sur leur propre intérêt, mettant en œuvre toutes leurs tactiques de négociation pour échapper à leur obligation de réduire les émissions de carbone, de financer les adaptations et les compromis et de transférer des technologies vers le Sud.

Dans leur poursuite de la croissance à tout prix, de nombreux gouvernements du sud participant aux pourparlers sacrifient les droits de leurs peuples et leurs ressources. Nous leur rappelons qu'un accord sur le climat n'est pas un accord commercial.

Les principaux protagonistes de la stabilité climatique les Peuples Indigènes, les femmes, les familles de paysans et d'agriculteurs, les communautés de pêcheurs, les communautés vivant de la forêt, les jeunes et les communautés marginalisées et défavorisées dans le Sud et le Nord du monde, sont systématiquement exclus. Malgré des demandes répétées, les Peuples Indigènes ne sont pas reconnus comme partie officielle aux négociations . La voix des femmes et les considérations relatives à leur situation ne sont pas non plus reconnues et inclues dans le processus.

En même temps, les investisseurs privés planent au-dessus des discussions comme des vautours, fondant sur toute opportunité de créer de nouveaux profits. Les groupes de pressions industriels et financiers ont étendu leur influence et monopolisé l'espace de conférence à Pozna'n. Il y avait au moins 1500 représentants de lobbies à Pozna'n, soit comme OGN ou membres de délégations gouvernementales.

Le programme de Réduction des Émissions Provenant de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts (REDD) pourrait créer la plus importante échappatoire jamais fournie au régime climatique, offrant aux pollueurs du Nord une opportunité de plus pour acheter des exemptions à l'obligation de réduire les émissions. En ne mentionnant pas la biodiversité ou les droits des Peuples Indigènes, ce programme pourrait inciter très fortement certains pays à brader leurs forêts et expulser les communautés Indigènes et paysannes et transformer les forêts en plantations arboricoles sous contrôle de grandes entreprises. Les plantations ne sont pas des forêts. La privatisation et l'expropriation par le truchement de REDD ou de tout autre mécanisme doivent être stoppées
La Banque Mondiale est en train d'essayer de se faire une place dans le régime international du changement climatique. Ceci est inacceptable dans la mesure où la Banque continue de financer des industries polluantes et de pousser à la déforestation par la promotion de l'exploitation industrielle du bois et des agro-combustibles. Le Fonds d'Investissement pour le

Climat, récemment lancé par la Banque, va à l'encontre des initiatives gouvernementales aux Nations Unies et encourage des industries sales, comme le charbon, tout en forçant les pays en développement à entrer dans une relation fondamentalement inégale d'assisté face à un donneur d'aide. Le système de partenariat carbone-forêt de la Banque Mondiale ayant pour but de financer REDD à travers un, mécanisme carbone-forêt sert les intérêts de compagnies privées et conduit à ce que les forêts deviennent traitées comme des denrées.
De tels développements étaient à prévoir. L'idéologie de marché a totalement infiltré les négociations sur le climat et les négociations de l'UNFCCC sont maintenant des foires commerciales colportant des opportunités commerciales.

LES VRAIES SOLUTIONS
Les solutions à la crise climatique ne viendront pas des pays industriels et des grosses entreprises. Les solutions efficaces et pérennes viendront de ceux qui ont protégé l'environnement les Peuples Indigènes, les femmes, les familles de paysans et d'agriculteurs, les communautés de pêcheurs, les communautés vivant de la forêt, les jeunes et les communautés marginalisées et défavorisées dans le Sud et le Nord du monde. Ces solutions comprennent :
· Réaliser des économies à bas niveau de carbone sans avoir recours aux compensations et à de fausses solutions telles que l'énergie nucléaire et le « charbon propre », tout en protégeant les droits de ceux qui sont affectés par la transition, en particulier les travailleurs.
· Ne pas extraire les carburants fossiles.
· Mettre en œuvre la souveraineté alimentaire et énergétique des peuples.
· Garantir le contrôle des ressources naturelles par les communautés.
· Relocaliser la production et la consommation. Donner la priorité aux marchés locaux.
· Pleine reconnaissance des droits des Peuples Indigènes, et des communautés paysannes et locales.
· Énergie propre et renouvelable contrôlée démocratiquement.
· Conservation des ressources basée sur les droits qui applique les droits territoriaux des indigènes et promeut la souveraineté des peuples et la propriété publique de l'énergie, des forêts, des semences, de la terre et de l'eau.
· Mettre fin à la déforestation et à ses causes sous-jacentes.
· Mettre fin aux excès de consommation des élites dans le Nord comme dans le Sud.
· Investissements massifs dans les transports publics.
· Assurer l'égalité des sexes en reconnaissant les injustices existantes et en impliquant les femmes dans les processus de décision.
· Annuler les dettes illégitimes revendiquées par las gouvernements du Nord et les IFI. Le caractère illégitime de ces dettes est souligné par les dettes historiques, sociales et écologiques beaucoup plus importantes du Nord envers le Sud.

Nous nous trouvons à la croisée des chemins. Nous demandons un changement radical de direction pour mettre la justice et les droits des peuples au centre de ces négociations sur le climat.

Dans la période que précède la Conférence des Parties n°15 de 2009 à Copenhague, et au-delà, l'alliance « Justice climatique maintenant ! » continuera à suivre de près les gouvernements et à mobiliser les forces sociales du Sud et du Nord pour obtenir justice dans la

lutte climatique.

Pour plus d'informations sur l'alliance « Justice Climatique Maintenant ! », contacter Nicola Bullard à n.bullard@focusweb.org ou Juana Camacho a deuda@censat.org